

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

Hebdomadaire

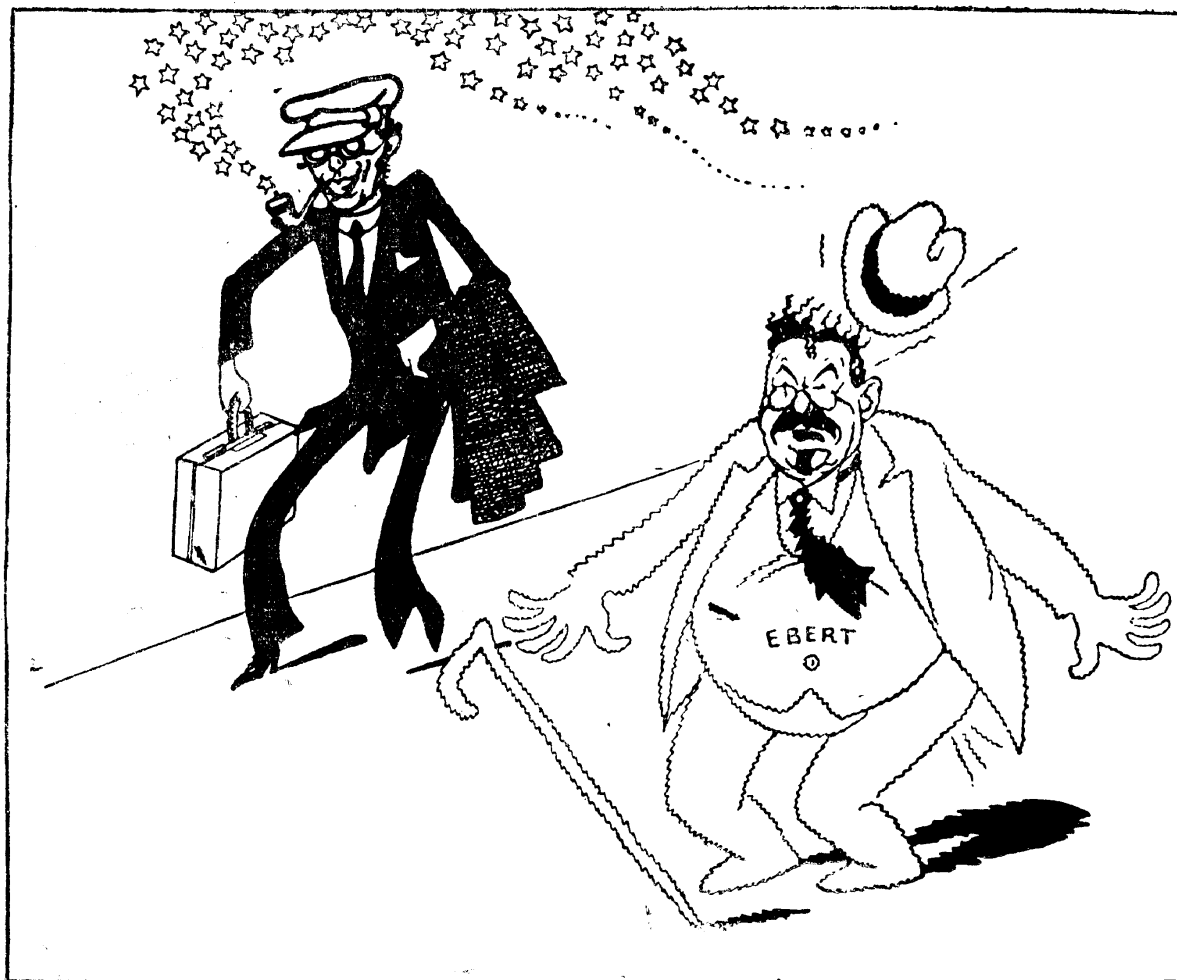
Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Lénine et l'Impérialisme (*Victor Serge*). — Nouveaux problèmes : la question nationale (*D. Manouïlsky*). — Que propose Ollivier ? (*Albert Treint*). — Les anarchistes et la Révolution russe. — Mouvement syndical : Toujours pour le front unique (*Maurice Chambelland*). — La

Semaine. — La lutte contre le syndicalisme fasciste (*Andrès Nin*). — Coups de faucille. — Documents : la résolution Semard ; le Pacte. — L'I. S. R. et les Comités d'Usines. — Dessins et illustrations de *Denis*.

QUAND RADEK VOYAGE



(Dessin de Denis.)

EBERT - Rrrradek à Berlin!!!...

Lénine et l'Impérialisme

LN 1920, au II^e Congrès de l'Internationale Communiste, Lénine vint à Pétrograd prendre la parole à la séance inaugurale du Congrès. Il parla longuement, deux ou trois heures, si je m'en souviens bien, non pas en orateur, mais en causeur familier, sûr de lui-même, qui tient à bien enfoncer l'idée dans les cerveaux de l'auditoire, à coups répétés, de plus en plus forts. Il ne fit pas une seule période oratoire. Mais il démontra, exposa, parlant toujours à la froide raison et plus encore au bon sens, jamais au sentiment, de faits, de faits grandioses. Il parlait avec bonhomie, achevant du geste de ses deux mains ouvertes la démonstration : « Vous voyez bien ! » Il souriait souvent, et son visage aux méplats accentués, au front formidable, allongé par une ombre de barbe roussâtre, était constamment éclairé par un regard bleu, aigu, rieur et sagace qui courait sur l'assemblée, y cherchant des visages, y parlant à des visages rencontrés.

Je l'écoutais et, vieil anarchiste, j'avais l'impression de découvrir, mieux que dans les œuvres écrites les plus convaincantes, la grandeur du socialisme révolutionnaire. — Lénine brossait là des faits immenses. Le mot « millions » revenait plus souvent que tout autre sur ses lèvres. L'Homme abstrait des métaphysiciens, l'Individu des libertaires n'existaient guère pour lui : mais il y avait des millions et des millions d'hommes, l'univers humain, l'énorme réalité sociale. Il évoquait des foules, il remuait des races. Armé du livre de Maynard Keynes, mais voyant beaucoup plus loin, il annonçait les calamités que le traité de Versailles a déjà values et vaudra encore à l'Europe. Puis, il montrait la montée vers des formes nouvelles de vie sociale des races d'Asie : 330 millions de Jaunes, 320 millions d'Hindous, 80 millions de Nippons, 45 millions de Malais... Millions et millions d'hommes en marche sous le fouet des planteurs, sous la trique des négriers, sous les mitrailleuses des « civilisateurs »... masses humaines qui viennent. Et l'on se demandait soudainement bouleversé : Comment avons-nous pu, socialistes, anarchistes, hommes de bonne volonté, ignorer pendant des années de si grandes choses ?..

Les camarades qui liront le petit livre de Lénine enfin paru en français, *L'Impérialisme, dernière étape du capitalisme* (1), auront, je pense, une impression analogue. Ce petit livre date de 1915 et n'a rien

(1) Ce livre, traduit par Victor Serge, vient de paraître à la librairie de l'Humanité.

perdu de sa valeur. La guerre, la « paix » de Versailles, l'après-guerre, les turpitudes du socialisme réformiste n'ont fait qu'en confirmer toute l'argumentation. La valeur scientifique de la méthode dont il s'inspire est ainsi démontrée : car il faut comprendre et bien connaître le jeu des lois naturelles sociales pour prévoir comme a prévu Lénine.

L'avant-guerre ! — Les « socialistes » faisaient de piètre politique électorale. Rares étaient ceux qui, députés, voyaient au delà des limites de leur arrondissement ou de l'intrigue parlementaire. Les anarchistes ressassaient de belles vérités premières, apprises chez Grave, Kropotkine, Reclus, se battaient contre la vieille société bourgeoise, en francs-tireurs isolés, étaient des rêveurs, des artistes, des végétariens ou des bancûts. Le syndicalisme, auquel venaient d'ailleurs les plus révolutionnaires des uns et des autres, créait, à peu près seul, à la fois une théorie et une pratique de la lutte des classes. Le monde allait, par des voies clairement tracées, vers la guerre. La plupart des ceux qui se croyaient des révolutionnaires étaient des aveugles insoucients.

Une méthode d'investigation et de pensée scientifique leur faisait défaut. Elle existait pourtant : le marxisme révolutionnaire. Mais, à l'exception des Russes, d'une minorité d'Allemands et d'une toute petite minorité de militants érudits dispersés çà et là, elle n'était guère connue, moins encore appliquée. L'usage qu'on pouvait cependant en faire, Lénine le montre par l'exemple dans son livre sur l'Impérialisme. Elle consiste d'abord à voir grand, à élargir les horizons. La petite iniquité locale, le drame de ta vie personnelle, camarade, les crises ministérielles, tout cela a son importance, mais dépend de choses infiniment plus grandes. L'univers capitaliste est un tout dans lequel les ministères et les individus sont des infiniments petits : ces vibrations dans l'Océan. Rien dans le tout n'est immobile, comme dans l'Océan ; tout devient. On n'est pas un révolutionnaire si l'on ne sait pas embrasser d'un coup d'œil les grands faits essentiels qui dominent tous les autres, si l'on ne s'est pas pénétré du sentiment des transformations formidables.

L'ordre capitaliste est un système dont il faut connaître le mécanisme et le fonctionnement, régis par de strictes lois. Le simple énoncé de ces lois, des chiffres résumant des faits : il n'en faut pas plus pour armer supérieurement le révolutionnaire, pour donner à ses convictions une assise inébranlable. Lénine en 1915, alors que tant des nôtres se battaient pour le

« droit et la civilisation » (acceptant consciemment de se battre, et c'est le plus navrant) ; alors que Sembat et Guesde étaient ministres dans un cabinet de défense nationale ; que Plékhanov préconisait la défense nationale, que Kropotkine, Cornélissen et Malato appelaient les anarchistes à se battre pour la démocratie contre le « militarisme prussien ». — Lénine annotait tranquillement des économistes bourgeois, découpait de-ci de-là un chiffre dans leurs bouquins et formulait son diagnostic. — Voyez.

Nous traversons une époque de politique coloniale universelle, rattachée par les liens les plus étroits à la phase la plus récente du développement capitaliste, à celle du capital financier. Cette époque, est celle de l'Impérialisme, dernière étape, étape conquérante, du capitalisme. La preuve, la voici :

Les trusts se sont formés, substituant à la libre concurrence commerciale, le monopole, la dictature économiques. Aux Etats-Unis, le nombre des trusts s'élevait, en 1900, à 185 et, en 1907, à 250. « Des sociétés financières y possédaient, en 1904, 23,6 % et, en 1909, 75,6 % (soit plus du quart) de tous les établissements industriels. Elles employaient, en 1904, 70,6 % et, en 1909, 75,6 % (plus des trois quarts) du total des salariés. » La même évolution s'observe ailleurs. Des trusts internationaux se forment. Ce sont eux qui poussent les Etats à la conquête du monde. En 1860, l'Angleterre a des possessions coloniales d'une superficie de 2,5 millions de milles carrés ; en 1880, la superficie de ses colonies s'élève déjà à 7,7 millions de milles carrés et, en 1889, à 9,3. Elle a 309 millions de sujets au lieu de 145, trente ans auparavant. Dans le même laps de temps, les possessions de la France sont passées de 0,2 à 3,7 ; le nombre de ses sujets coloniaux de 3,4 millions à 5,6. L'Allemagne n'avait pas de colonies en 1880. Neuf ans plus tard, elle exploite près de 15 millions de sujets noirs. Le partage du monde s'achève. Comme les ports ne sont pas proportionnés aux appétits des Etats-forbans manœuvrés par la haute finance, on va se battre pour un nouveau partage...

Par sa politique coloniale, l'Impérialisme prépare de la sorte la crise dont il peut mourir : la guerre. Il en mourrait certainement, jeté dans la fosse qu'il creuse lui-même par le prolétariat, s'il ne minait, comme par l'action d'une gangrène indolore, les énergies révolutionnaires du travail. Lénine, montrant dans l'exploitation coloniale les racines de l'opportunisme-réformisme, cite Engels (lettre à Kautsky du 12 décembre 1892) :

« Vous me demandez ce que pensent les ouvriers anglais de la politique coloniale ! La même chose que ce qu'ils pensent de la politique en général. Il n'y a pas ici de parti ouvrier. Il n'y a que des radicaux

conservateurs et libéraux et les ouvriers jouissent fort bien avec eux du monopole colonial de l'Angleterre et de son monopole des marchandises. » Qu'en résulte-t-il ? « 1) L'embourgeoisement des partis du prolétariat anglais ; 2) la faculté qu'une partie de ce prolétariat accorde à des éléments corrompus par la bourgeoisie ou tout au moins payés par elle, de la diriger. » On le contestera difficilement. Mais il a fallu Lénine pour révéler aux foules, à la lueur de l'incendie révolutionnaire de la Russie, cette cause principale de l'impuissance du mouvement ouvrier ; il a fallu Lénine pour apercevoir et faire connaître l'importance du problème colonial et ces nouveaux mouvements révolutionnaires de l'Orient.

Lénine : un révolutionnaire génial armé d'une méthode scientifique.

Victor SERGE.



Le Champion de Lutte française

(Dessin de Denis.)

KARL RADEK

La Tactique communiste

Une brochure 1 25

NOUVEAUX PROBLÈMES

La Question Nationale

Pourquoi la question nationale a-t-elle une si grande importance dans l'action de l'Internationale Communiste ?

Cette importance découle avant tout du rôle nouveau de cette Internationale dans l'organisation des travailleurs. La II^e Internationale était une organisation de *nations multiples*, mais d'une seule race, composée surtout de représentants de la race blanche enclins à considérer les peuples coloniaux comme un sujet d'expérience pour la civilisation bourgeoise contemporaine, qui devait les élever à son niveau.

Alors que les « civilisateurs » belges s'immortalisaient par leurs atrocités à l'égard de la malheureuse population du Congo, un des leaders de la II^e Internationale, le Hollandais Van Kol, exposait une théorie spéciale sur la nécessité, pour le Parti Socialiste, d'avoir sa politique coloniale. Cette politique « socialiste » ne différait pas sensiblement, on le devine, des procédés au moyen desquels les Argonautes de la bourgeoisie contemporaine implantaient la civilisation européenne dans les colonies. Dans la théorie de Van Kol se reflète toute l'ignominie de la II^e Internationale.

La III^e Internationale a rompu résolument avec les traditions coloniales de Van Kol ainsi qu'avec le préjugé de la primauté de la race blanche. Notre Internationale n'est pas une Internationale d'esclavagistes « civilisés », c'est une Internationale qui a su englober dans une organisation unique le prolétaire anglais et américain, l'ouvrier hindou et le coolie chinois. Dès ses débuts, elle a été une organisation de *racés multiples*. C'est là le trait qui la distingue essentiellement de la II^e Internationale. Et de même que la révolution russe, contrairement à celle de 1848, a su faire de la masse paysanne un puissant facteur révolutionnaire aidant le prolétariat à la conquête et au maintien du pouvoir, de même notre Internationale s'efforce de transformer les mouvements nationaux des peuples d'Orient et des colonies en facteurs déterminants de la révolution sociale universelle. De là, la haine des esclavagistes anglais contre la propagande de l'I.C. La Grande-Bretagne est le plus puissant empire colonial ; ses possessions, qui s'étendent sur 36 millions de kilomètres carrés, font d'elle la première puissance du monde, et elle est la première touchée par les coups de notre propagande.

Marx écrivait, en 1848, que le Magyar et le Polonais resteraient assujettis tant que l'ouvrier européen n'aurait pas conquis sa liberté. A l'époque actuelle du brigandage impérialiste, ces paroles sont encore plus applicables aux peuples coloniaux. L'Algérien, l'Hindou, l'Irlandais ne seront pas libres tant que

le prolétariat européen n'aura pas renversé dans l'univers entier le joug des oppresseurs impérialistes. C'est pourquoi le *bloc révolutionnaire du prolétariat avec les nationalités et les peuples coloniaux opprimés par l'impérialisme* est la condition *sine qua non* du triomphe de la révolution sociale.

Seule, l'arrière-garde nationale puissante peut assurer la victoire du prolétariat, d'autant plus qu'elle représente la majorité de la population du globe. Ainsi, à eux seuls, les Chinois et les Hindous forment presque la moitié de la population du monde entier (800 millions sur 1.700.000.000). C'est dans cet océan de peuples opprimés d'Orient et dans leur force potentielle que Guillaume II exprimait naguère par la fameuse formule du « péril jaune », qu'il faut chercher la source de l'attention qu'accorde l'I. C. à la question nationale.

Pourtant, nos jeunes sections de l'I. C. ne se sont pas encore assimilés entièrement cette position de la question nationale. Beaucoup ne se sont pas affranchies de cet « anationalisme » primitif, caractéristique de l'époque de la guerre et réaction parfaitement compréhensible et légitime contre l'épidémie de nationalisme qui sévissait dans les anciens partis social-démocrates. Nos sections communistes représentent incontestablement la meilleure partie du mouvement ouvrier mondial. Mais le fait qu'elles englobent, comme en Angleterre et en Amérique, les couches supérieures avancées du prolétariat met son empreinte sur toute leur conception de la question nationale.

En contact étroit avec cette couche supérieure affranchie des préjugés nationalistes, incapables encore d'exercer une forte influence sur la grande masse des ouvriers sans-parti, nos dirigeants communistes se laissent aller parfois dans la question nationale à l'aberration de cette attitude *nihiliste* si caractéristique des éléments avancés de la classe ouvrière. De là l'opinion très répandue que, pour les communistes, il n'existe pas de question nationale, que la solution de cette question tient tout entière dans la formule du *Manifeste Communiste* : « Les prolétaires n'ont pas de patrie. » Mais nos « national-nihilistes » sont enclins à oublier que nous résolvons la question nationale non pas pour le Parti Communiste et les sommités du prolétariat mais pour l'immense masse de la population qui est et sera longtemps encore sous l'emprise des préjugés nationalistes.

Ce n'est que par une mentalité non affranchie du sectarisme et ne concevant pas la prise du pouvoir par le prolétariat comme une tâche à l'ordre du jour que l'on peut expliquer cette déviation. Briser cette

inertie, tâter avec les partis communistes européens toutes les possibilités pratiques de création de mouvements révolutionnaires de masse, synthèse de l'insurrection des masses ouvrières et des peuples opprimés : tels sont les faits fondamentaux du travail que l'I. C. doit accomplir dans ce domaine.

Mais la question nationale perd son coloris oriental spécifique dès qu'on passe sur le terrain européen. La guerre mondiale, loin de résoudre les conflits nationaux en Europe, n'a fait qu'embrouiller davantage la situation. Elle l'a embrouillée tout d'abord en créant de nouvelles frontières douanières, en morcelant de grands organismes économiques créés au cours des siècles en une série de petits organismes politico-économiques menant à la dégradation du capitalisme. En second lieu, la guerre a substitué à de grands Etats à nationalités multiples des Etats plus petits mais non moins rapaces et n'englobant pas moins de nationalités diverses. Comme exemple, il suffit de prendre la Pologne. La Pologne, on le sait, a été formée pour réparer une faute historique commise à la fin du XVIII^e siècle par la Russie, la Prusse et l'Autriche, qui se sont partagé à trois reprises le pays. Cependant, la Pologne actuelle n'est pas un Etat national ; elle est un Etat de nationalités dont l'effectif de population dépasse de beaucoup l'élément polonais véritable. Elle renferme des Allemands, des Tchèques, des Blancs-Russiens, des Lithuaniens, des Ukrainiens. Dans ces conditions, la lutte des nationalités contre le joug polonais est pour le prolétariat et nos camarades polonais d'une importance décisive.

Considérons par exemple la question de la Galicie. Ne pas voir que la Galicie orientale avec son mouvement national est appelé à jouer dans l'Etat polonais le même rôle que l'Irlande par rapport à l'Angleterre, c'est ne pas être un révolutionnaire pratique, capable d'allier les différentes formes du mouvement révolutionnaire pour le triomphe du prolétariat. A l'Exécutif Elargi, l'auteur de ces lignes a demandé aux délégués polonais si le P. C. P. reconnaît le droit de la Galicie à se séparer de la Pologne. Et la réponse claire et précise du camarade Kraevsky, au nom de la délégation polonaise, a montré que nos camarades polonais se sont affranchis de la théorie erronée de feu Rosa Luxembourg, ont adopté une politique parfaitement juste à l'égard des nationalités étrangères incorporées à la Pologne.

Mais les conditions créées en Europe par le traité de Versailles n'ont pas fait qu'aggraver la question nationale pour les nouveaux Etats, elles l'ont mise à l'ordre du jour dans les Etats et nations vaincus dans la guerre. Naguère, l'Allemagne opprimait les Polonais, les Alsaciens et les Lorrains, mais n'était pas elle-même opprimée nationalement. La guerre européenne, qui se continue dans la Ruhr, a posé avec une acuité extrême la question nationale pour l'Allemagne contemporaine.

La guerre dans la Ruhr est-elle pour l'Allemagne une guerre nationale, une guerre méritant le soutien de tout le prolétariat international comme autrefois l'insurrection hongroise ou polonaise, ou le mouvement national pour l'unification de l'Italie sous la direction idéologique de Mazzini et de Garibaldi ? Il est incontestable que la guerre actuelle de l'Allemagne contre l'occupation française peut devenir

une guerre nationale, faisant de la lutte contre l'impérialisme français une obligation pour tout le prolétariat international. Et c'est ainsi que le Comité Central du P. C. allemand pose très justement la question.

Par malheur, il existe dans le P. C. A. une opposition « nationale-nihiliste ». Et comme la polémique qui s'est déroulée à ce sujet dans le Parti déborde par son importance le cadre d'un conflit allemand interne, il ne sera pas inutile de faire connaître aux autres camarades européens l'essence de ce débat. Les national-nihilistes allemands estiment que, dans le conflit de la Ruhr, la position du Parti doit être établie sur les mêmes principes fondamentaux que ceux qui servaient de base aux rares éléments communistes de l'ancien parti social-démocrate pour déterminer leur attitude envers la guerre en 1914. En est-il ainsi ? La situation de l'Allemagne en 1923 ne diffère-t-elle nullement de sa situation en 1914 ? Dans son article publié dans la revue du parti allemand, *l'Internationale*, sous le titre « 1914-1923 », Talheimer donne, à notre avis, une réponse définitive à cette question. Tout d'abord, en 1923, l'Allemagne n'est pas le facteur, mais l'objet de la politique impérialiste, et c'est en cela que consiste la différence fondamentale de sa situation actuelle d'avec celle de 1914. En 1914, nous condamnions une guerre donnée, dans une situation internationale donnée, mais non la guerre en général. La guerre, en 1914, avait un caractère impérialiste non pas par suite des intentions subjectives de rapine de tel ou tel Etat bourgeois, mais par suite de la situation objective qui devait amener infailliblement pour la coalition vaincue l'asservissement économique. Mais il ne s'ensuivait pas que lorsque le parti vaincu tenterait de s'affranchir du joug étranger, la guerre qu'il mènerait serait la continuation de la situation de 1914.

L'argument de l'opposition allemande, qui allègue que les cercles militaires allemands, dirigés par Ludendorff, continuent de caresser l'espoir d'une « grande Allemagne » dominant sans partage sur le continent européen et dans les colonies est dénuée de fondement parce que, pour la réalisation de tels plans, l'Allemagne n'a aucune donnée ni possibilité réelle. Notre Parti ne s'est jamais engagé à ne soutenir en aucun cas la guerre que l'Allemagne vaincue mènera contre l'impérialisme impudent du gouvernement français. Une telle position de la question doit être exclue parce que l'opposition communiste à la guerre n'est pas basée sur les considérations humanitaires et pacifistes d'un antimilitarisme à la Hervé, mais sur l'appréciation de la situation historique concrète. C'est en cela que notre antimilitarisme marxiste diffère de cet antimilitarisme paysan typique de tous les temps et de tous les peuples, — de l'école française.

Au contraire, la guerre que mènent maintenant les masses populaires allemandes contre les troupes d'occupation françaises peut devenir une guerre juste, soutenue moralement et approuvée par toute la classe ouvrière internationale. Mais pour devenir une guerre véritablement révolutionnaire, elle doit satisfaire à une série de conditions sans lesquelles l'enthousiasme et l'héroïsme des masses populaires d'Allemagne ne seront qu'un vain sacrifice. La pre-

mière de ces conditions fondamentales est le renement du gouvernement de trahison nationale de la bande des Stinnes qui prépare derrière le dos des travailleurs l'accord du consortium allemand avec le consortium français. Deuxième condition : l'œuvre de la défense doit être remise aux mains de la classe ouvrière réprimant impitoyablement toute tentative des classes dirigeantes de s'entendre et de résoudre le conflit à « l'amiable » aux dépens de la classe ouvrière allemande soumise à une double exploitation et mourant de privations. Troisième condition : alliance de l'Allemagne révolutionnaire avec le seul Etat au monde où le prolétariat ait vaincu, la Russie soviétique, pour la lutte commune contre l'impérialisme français.

L'opposition nous objecte que cette position de la question sent le national-bolchevisme de Laufenberg, qu'elle dilue le prolétariat et son Parti Communiste dans la masse de la petite bourgeoisie à tendances nationalistes. Mais qui nous prouvera que dans la situation actuelle de l'Allemagne, alors que la politique de conciliation a fait faillite sur l'arène internationale à Versailles et sur l'arène nationale à Weimar, le parti révolutionnaire prolétarien doit craindre d'assumer la défense des intérêts de la classe ouvrière, qui, dans la situation concrète actuelle, coïncident avec ceux de la nation allemande opprimée par l'impérialisme français, à l'exception d'une poignée de capitalistes ? Sera-ce véritablement un malheur pour le parti allemand, si des millions d'Allemands en proie à la famine lient le sort de leur pays à la lutte du parti le plus logique et le plus révolutionnaire ? Toute l'expérience de la révolution russe atteste que, dans la Russie économiquement arriérée, le prolétariat n'aurait jamais triomphé si son parti n'avait su entraîner à la suite de la classe ouvrière la paysannerie, qui forme dans notre pays l'écrasante majorité de la population. La lutte contre l'impérialisme allemand à Brest-Litovsk et en Ukraine, les leçons de la lutte sanglante contre l'intervention étrangère, l'expérience de la conférence de Gênes ont appris le « patriotisme » révolutionnaire aux masses laborieuses de la Fédération russe, qui ont vu dans le Parti Communiste et le pouvoir soviétique la seule force capable de défendre les intérêts du pays et de sauver ce dernier du joug du capital étranger. Le général Hofmann, Mirbach et Clemenceau ont été les accoucheurs du patriotisme socialiste révolutionnaire de millions de jeunes paysans vêtus de la capote trouée du soldat rouge.

Selon que le Parti Communiste allemand saura ou ne saura pas prendre la direction d'un large mouvement des masses populaires allemandes et lier ces masses aux intérêts du prolétariat, le général Degoutte sera ou ne sera pas pour les masses allemandes ce professeur de patriotisme socialiste révolutionnaire qu'a été le général Hofmann pour les masses populaires russes. Chercher à effrayer le Parti Communiste allemand par la perspective de sa dissolution dans la masse de la population laborieuse allemande, c'est avoir peur soi-même de la perspective de la révolution et de la prise du pouvoir par le prolétariat, c'est se contenter soi-même du rôle irresponsable d'opposition ne songeant pas sérieusement à renverser la domination des classes dirigeantes.

L'occupation de la Ruhr a, pour la première fois,

imposé à une des sections de l'I. C. l'obligation pratique d'assumer la direction d'un large mouvement populaire. Depuis la défaite de la révolution en Europe centrale, nous avons été un *parti d'agitation et de propagande* parmi les masses. Maintenant, l'histoire met les camarades allemands dans l'obligation de devenir un *parti d'action révolutionnaire*. Le parti allemand saura-t-il effectuer cette manœuvre tactique compliquée qui exige tant de flair et de sens politique, tant de réalisme révolutionnaire ? Sortira-t-il avec honneur de cette première grande épreuve qui lui incombe après ces dernières années marquées par la décroissance du mouvement révolutionnaire ? C'est ce que montrera l'avenir prochain. Nous aimons à croire que nos camarades allemands sauront inscrire dans les annales de la révolution européenne une page glorieuse qui, comme celle de notre révolution d'octobre, servira de modèle de tactique à tout le prolétariat international.

D. MANOUILSKY.



MILLERAND

et ses cadeaux à la Pologne

(Dessin de Denis.)

G. ZINOVIEV

N. LENINE

Une brochure : 0 fr. 75

En vente à la Librairie de l'Humanité.

Que propose Ollivier ?

J'ai, dans un précédent numéro du *Bulletin Communiste*, proposé, en vue d'une discussion dans le Parti, non « une solution pratique » du problème des Réparations, comme me le fait dire Ollivier, mais un *programme des Réparations*.

Ce programme comporte, non comme *mots d'ordre simultanés*, ainsi que le pense Ollivier, qui a dû lire trop vite mon article, mais comme *mots d'ordre successifs* à jeter au cours du développement de la lutte : la saisie d'une partie des valeurs réelles par l'Etat, le contrôle ouvrier et paysan de la production, le gouvernement ouvrier, la dictature du prolétariat.

Après avoir commis ces « petites erreurs », Ollivier nous fait un cours d'allure savante sur ce que doivent être les mots d'ordre d'un Parti communiste.

Selon lui, ces mots d'ordre doivent être *réalisables*. Je suppose qu'Ollivier a voulu dire « réalisables immédiatement ». Car celui qui proposerait des mots d'ordre irréalisables à tout jamais devrait quitter le Parti pour aller dans un asile d'aliénés. J'en demande bien pardon à Ollivier, mais un mot d'ordre peut ne pas être réalisable immédiatement et être néanmoins excellent, *s'il est capable de mettre les masses en mouvement*.

C'est seulement, dit Ollivier, quand le rapport des forces en présence est modifié à l'avantage du prolétariat qu'on peut lancer des mots d'ordre qui sont alors devenus réalisables.

Ollivier oublie simplement de nous dire *comment le rapport des forces se modifie à l'avantage du prolétariat, si les Partis communistes peuvent hâter cette modification et comment ils doivent s'y prendre*.

Il s'agit de savoir si lancer un mot d'ordre qui mette les masses en mouvement modifie ou non à l'avantage du prolétariat le rapport des forces en présence. A cette question, nous pouvons presque toujours répondre : *oui*.

Exemple : quand le Parti a lancé le mot d'ordre : libérez Marty, le rapport des forces sociales en présence ne permettait pas d'obtenir *immédiatement* la libération de Marty. Mais ce mot d'ordre a mis en mouvement des masses sans cesse croissantes du prolétariat et même de la petite bourgeoisie : il a aidé à changer le rapport des forces en présence à l'avantage du prolétariat et il a à la longue, au bout de plusieurs années, rendu possible la libération de Marty.

Voilà ce qu'Ollivier ne comprend pas. Et il paraît que c'est moi qui fais du mécanisme abstrait, alors qu'Ollivier ferait, paraît-il, de la dialectique !

Ce que nous propose Ollivier, c'est d'attendre passivement que le rapport des forces en présence change à l'avantage du prolétariat, puis, ensuite, de cueillir les résultats comme un fruit mûr.

La différence entre la thèse d'Ollivier et la mienne, c'est que je prétends qu'un Parti communiste doit aider au mouvement dialectique de l'histoire, tandis qu'Ollivier prétend qu'un Parti com-

muniste doit se borner à constater ce mouvement dialectique.

Sans qu'il s'en rende bien compte, la thèse d'Ollivier est une thèse de passivité et d'opportunisme.

Il paraît que je copie servilement les mots d'ordre du Parti allemand, parce que j'ai parlé de la saisie de 51 % des valeurs réelles par l'Etat.

Si Ollivier comprenait la différence entre la situation allemande et la situation française, il se rendrait immédiatement compte que, *sous une apparence d'identité*, il y a une *différence fondamentale* entre les mots d'ordre du Parti allemand et du Parti français, dans la situation internationale actuelle.

En France, parce que le rapport des forces est tout à fait à l'avantage de la bourgeoisie, parce que le prolétariat est encore bien endormi, il faut trouver des mots d'ordre qui soient capables de *le mettre en mouvement pour une première bataille de classe préliminaire*.

En Allemagne, parce que nous approchons d'une situation décisive, parce que les forces libératrices du prolétariat sont en progrès constant, parce que la classe ouvrière est en mouvement, il faut trouver des mots d'ordre qui *maintiennent et augmentent la combativité ouvrière, tout en retardant l'instant de la bataille décisive jusqu'à ce qu'on puisse y aller toutes forces réunies, avec le maximum de chances de succès*.

Pour le Parti communiste allemand, il s'agit, avant d'engager la lutte à fond, de faire coïncider sa volonté subjective de mener une telle lutte avec les possibilités objectives de succès.

C'est pourquoi les mots d'ordre du Parti communiste allemand sont tels dans leur ensemble qu'ils donnent le temps, avant la bataille décisive, de rallier les masses socialdémocrates, de décomposer le fascisme et d'éclairer les soldats de l'armée d'occupation sur le rôle que leur fait jouer l'impérialisme français.

Quand le prolétariat est encore à demi endormi, à demi passif, le Parti communiste, et c'est le cas en France, *joue surtout le rôle d'entraîneur*.

Quand le prolétariat est en mouvement et veut aller à la bataille, le Parti communiste, et c'est le cas en Allemagne, *joue surtout le rôle de régulateur et de coordinateur* des forces ouvrières avant l'engagement décisif.

Saisie de 51 % des valeurs réelles par l'Etat : faire payer la guerre aux capitalistes et non aux ouvriers est, en France, un mot d'ordre *pour réveiller et entraîner le prolétariat*.

Saisir 51 % des valeurs réelles par l'Etat, c'est, en Allemagne, un *mot d'ordre coordinateur et régulateur*, empêchant les gauchistes de se jeter dans un combat prématuré dans de mauvaises conditions et sur la formule inintelligible encore, pour beaucoup d'ouvriers, de la dictature du prolétariat.

Gouvernement ouvrier et paysan en France, c'est surtout un mot d'ordre de rassemblement de

la classe ouvrière, en vue de l'arracher aux illusions du Bloc des Gauches.

Gouvernement ouvrier et paysan en Allemagne, c'est un mot d'ordre en partie destiné à empêcher l'opposition de jeter prématurément, comme mot d'ordre immédiat de combat, la lutte pour la dictature du prolétariat, qui serait interprétée par trop d'ouvriers arriérés comme la dictature du Parti communiste sur le prolétariat.

En Allemagne, c'est au cours de la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan que les masses ralliant le Parti finiront par comprendre que le Parti est l'instrument de leur dictature de classe sur la bourgeoisie.

C'est par l'expérience de la lutte, c'est au cours de la lutte que la dictature du prolétariat jaillira comme mot d'ordre de la masse elle-même. En Allemagne, dans la situation actuelle, la dictature du prolétariat ne saurait sortir de la seule prédication communiste.

J'espère qu'Ollivier comprendra maintenant la signification différente, en France et en Allemagne, de mots d'ordre qui ne paraissent identiques à Ollivier que parce qu'il n'a voulu voir que leur ressemblance de forme et que, les isolant des milieux où ils sont lancés : il n'y a aperçu, pour la France, qu'une répétition servile de la formule allemande.

Si j'ai répondu aussi longuement à Ollivier, c'est d'abord parce que cela m'a permis de faire comprendre certains aspects de la situation en Allemagne et que les événements qui se déroulent actuellement dans le Reich ont une importance capitale pour tout le mouvement prolétarien international : c'est aussi parce que Ollivier a la faculté prééminente d'accumuler en cinquante lignes, et sous une apparence doctrinaire, une telle quantité de sophismes qu'il faudrait un volume pour les faire sortir de la confusion, de l'obscurité où ils se meuvent, pour les amener à la lumière de la réalité et leur tordre le cou.

J'aurais compris qu'Ollivier, ne se bornant pas à la critique pure, nous proposât un programme des Réparations où ses formules abstraites sur la nature des mots d'ordre que peut lancer un Parti communiste, auraient trouvé leur application. Je suis bien certain que si Ollivier parvient à traduire ses formules par des propositions concrètes, nous assisterons à la naissance d'un fameux monstre.

Ollivier aurait même pu dire des choses raisonnables et pratiques.

Il aurait pu poser la question de commencer par des mots d'ordre plus modestes, comme la révision des gros dommages de guerre, mot d'ordre signalé par notre regretté camarade Ker quelques jours avant sa mort : il aurait pu objecter que la formulation : saisie des valeurs réelles, n'est pas suffisamment claire pour la France où la relative stabilité des signes monétaires n'a pas appris au prolétariat à bien distinguer pratiquement entre le papier-monnaie, d'une part, et, d'autre part, le machinisme, les matières premières et les objets de consommation.

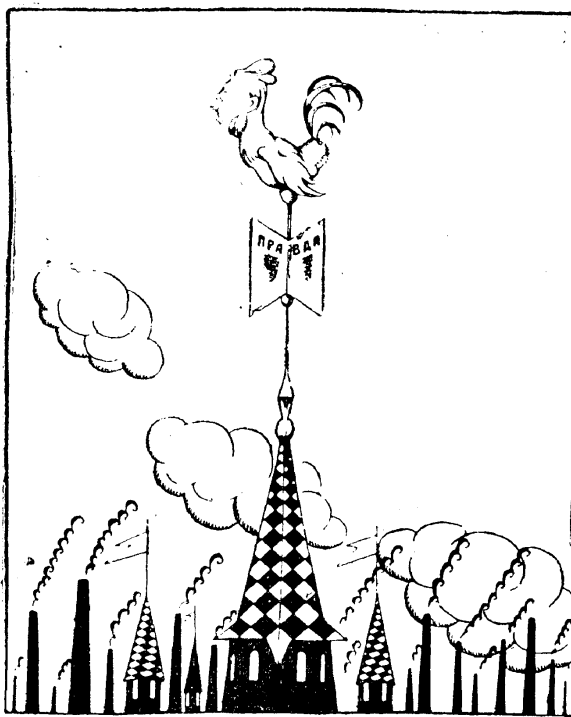
Mais non, Ollivier préfère la critique pure. C'est encore une forme de la passivité révolutionnaire que j'ai déjà signalée plus haut. Ollivier ne devrait pas oublier, quand il m'accuse de gauchisme, que c'est la passivité révolutionnaire dont il fait preuve qui finit toujours par engendrer soit l'opportunisme, soit le centrisme, soit le gauchisme.

Nous reprendrons la conversation avec Ollivier quand il voudra bien quitter le terrain de la cri-

tique pure et quand il nous apportera sur les Réparations son projet de programme, qui sera sans doute immédiatement réalisable sans qu'Ollivier ait besoin de travailler à modifier le rapport des forces en présence à l'avantage du prolétariat.

Au lieu « de réagir vigoureusement contre les propositions du camarade Treint », tout le Parti attendra certainement avec curiosité qu'Ollivier agisse vigoureusement pour nous faire connaître ses propres propositions.

Albert TREINT.



SUR LE CLOCHER DE LA PRAVDA

Boukharine... en faction

(Dessin de Denis.)

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S. F. I. C.)

Le numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Nos camarades sont priés d'adresser :

1° Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administration de l'Humanité, 142, rue Montmartre ;

2° Tout ce qui concerne la rédaction du Bulletin Communiste au camarade René Reynaud, même adresse.

Les anarchistes et la révolution russe

(Déclaration de 10 anarchistes et anarchistes-syndicalistes russes)

La philosophie et la pratique anarchistes

Nous affirmons que la pensée anarchiste a toujours aspiré à réaliser une synthèse d'idées qui s'excluent mutuellement. Le moralisme humanitaire de Godwin et de Tolstoï, l'individualisme aristocratique de Stirner, la lutte de classes de Bakounine et de Kropotkine ne sont pas susceptibles d'être fondus dans une seule discipline scientifique. Etant donné ce trait particulier de l'anarchisme théorique, les anarchistes n'ont pas pu, au cours de toute leur activité prolongée pendant une demi-siècle, remporter un seul succès d'importance mondiale.

L'absence d'unité dans la pensée anarchiste a paralysé la volonté collective, rendu impossible l'action collective et annulé le principe organisateur de l'anarchisme. C'est pour cette raison que l'anarchisme n'a pas, en fait, manifesté une action révolutionnaire de masses.

A notre époque de révolution sociale mondiale commençante, qui doit être considérée comme une période de transition entre le capitalisme et le socialisme, le mouvement anarchiste, n'ayant pas, à proprement parler, de système net de pensée et de pratique de lutte de classe, a fait ressortir son incapacité de résoudre les problèmes les plus urgents posés par la Révolution.

Ces causes étant données (impossibilité de résoudre les problèmes primordiaux de la Révolution par manque d'unité philosophique), le mouvement anarchiste a déçu dans le monde entier et a laissé choir de ses mains l'initiative de la révolution sociale, passée aux partis de l'action directe des masses et de la conquête immédiate du pouvoir par le prolétariat.

Du rôle des anarchistes dans la Révolution

Pendant la Révolution socialiste, la minorité organisée du prolétariat — les Partis révolutionnaires socialistes — tend inévitablement à jouer un rôle directeur et à lutter pour l'hégémonie du prolétariat dans la révolution. Un tel rôle découle pour cette minorité de toute la dynamique de la pratique prolétarienne révolutionnaire. En niant la dictature du prolétariat et en renonçant à la lutte pour le pouvoir politique, les anarchistes renoncent par là même à une action révolutionnaire conséquente ; l'ensemble de leurs efforts se trouve annulé au moment du choc décisif du travail et du capital.

Les conditions et les buts de la Révolution ouvrière imposent impérieusement au prolétariat, c'est-à-dire à sa minorité organisée, la prise en mains de toutes les fonctions de la vie sociale, et surtout des fonctions de production, de répartition et de défense révolutionnaire. Renonçant au pouvoir ou même à la dictature provisoire, les anarchistes se trouvent en fait, au dernier moment, en contradiction avec les tâches de la Révolution.

Au moment des soulèvements populaires, les anarchistes, inspirés par la formule abstraite : « *L'esprit destructeur est aussi l'esprit créateur* »,

ont cherché à élargir et à approfondir les effets spontanés de la Révolution. Pendant une cinquantaine d'années, les groupes anarchistes ont fait un travail préparatoire de propagande et d'agitation sans avoir devant eux une idée nette de ce qu'on ferait au lendemain de la victoire de la Révolution. Or, *l'expérience de la Révolution russe a démontré irréfutablement qu'on ne peut pas vaincre par la seule destruction. C'est la force organisatrice qui se montre capable de régler les efforts spontanés de la révolution, de les canaliser et organiser ; c'est elle qui triomphe. Si la révolution ne porte pas un frein en elle-même, elle est inévitablement vouée à tomber sous les coups de la contre-révolution.*

Au moment où les forces spontanées du peuple sont déchaînées, où les masses portent leurs coups à toutes les institutions politiques et sociales de l'ancien régime, la minorité révolutionnaire organisée doit diriger tous ses efforts dans un sens opposé à celui des forces destructrices des masses soulevées ; elle doit s'orienter déjà vers la création et l'organisation du nouveau régime.

Les anarchistes, comme les masses, partent, dans leur activité destructrice, du point de vue de la révolution. Les masses, ainsi que les anarchistes, en tant que force spontanée de la révolution, n'aspirent à détruire que ses causes, limitent leur rôle à la destruction de l'ancien régime. Mais la révolution n'a pas seulement des causes, elle a aussi ses buts. La minorité organisée — l'explosion sociale une fois produite — ne doit plus se retourner vers les causes ; elle doit regarder en avant, vers les buts. Le diagnostic de l'époque doit être fait avec exactitude. Il faut se garder d'abuser de la phraséologie révolutionnaire et de rêver l'impossible, comme de l'étroitesse rationaliste, qui ne doit pas avoir place dans la révolution. Mais il faut avant tout une forte organisation capable de maîtriser fermement les forces élémentaires, de s'orienter dans le chaos, de diriger le processus révolutionnaire en parant les coups de la droite et en résistant aux prétentions d'une gauche emportée par son tempérament.

Notre Époque

Notre époque est caractérisée par la rivalité de deux grandes forces : le grand Capital privé et le Travail collectif. Le grand Capital, détenu par une petite minorité, peut reporter la main-d'œuvre d'une branche d'industrie dans une autre, afin de réduire ou d'élargir amplement ces branches d'industrie. Un concurrent mortel se dresse en face du capital privé : le travail social collectif, capable de contrôler et d'augmenter la production dans une mesure sans précédent.

La particularité politique de notre époque consiste dans une aggravation extrême de la lutte entre le capital privé et le travail collectif. Les Etats actuels ne peuvent plus trouver d'équilibre entre le capital et le travail. Toutes leurs forces sont obligées de prendre la défense de l'un ou de l'autre. Très prochainement, les systèmes monarchiques et démocratiques, qui se distinguent par

leur électionisme (« opposition de Sa Majesté »), devront céder la place à des dictatures de classe homogènes. Dictature du travail ou dictature du capital ! Telle est la marche inévitable des événements.

Internationale fasciste ou Internationale communiste : il n'y a pas de troisième voie. Les adversaires des communistes, quels qu'ils soient, se trouveront, tôt ou tard, dans les rangs des fascistes. Les contre-révolutionnaires russes de toutes tendances s'en rendent bien compte. Ils attendent l'intervention de l'armée mercenaire du Capital.

La particularité de notre époque consiste en ce que les armées organisées des classes se sont partout affrontées pour la lutte finale. Toutes les forces intermédiaires doivent se rallier à l'une de ces armées, sous peine d'être éliminées, comme inutiles, du champ de bataille.

L'Internationale Communiste

Nous affirmons que les courants socialistes adhérant à la 3^e Internationale aspirent consciemment aux formes supérieures du socialisme libre, à la plus haute expression de l'existence socialiste. Nous constatons l'identité des idées de l'Internationale Communiste avec tout ce que la pensée et la création socialistes ont produit de meilleur.

D'autre part, nous constatons que les anarchistes ont laissé choir de leurs mains l'initiative de la révolution sociale. L'inefficacité intérieure de leur principe organisateur, l'absence chez eux des bases les plus indispensables à l'organisation de l'action révolutionnaire des masses, d'une part, la tentative utopique de confondre dans un seul système des courants philosophiques antagonistes, d'autre part, ont tué le mouvement anarchiste. Et l'initiative de la révolution sociale est, de nos jours, passée en fait à l'Internationale Communiste.

Nous avons été témoins de l'œuvre créatrice révolutionnaire et socialiste des communistes russes ; nous les avons vus à l'œuvre quand leurs mains étaient libres, quand ils n'avaient plus à se défendre contre les attaques de la réaction européenne obligée, pour une raison ou pour une autre, à accorder une trêve à la Révolution russe. Malgré le compromis que le Parti communiste a dû conclure avec le capitalisme, nous n'avons nulle raison de suspecter son révolutionnarisme socialiste. Nous sommes persuadés que le démocratisme bourgeois et le réformisme socialiste sont absolument étrangers au Parti communiste.

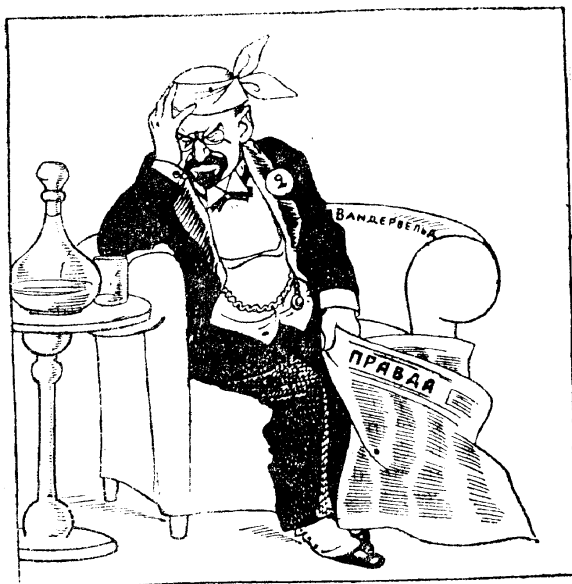
Nous considérons la Révolution russe comme un phénomène absolument nouveau dans la pratique révolutionnaire du prolétariat mondial. L'expérience nous a montré que son ampleur et son succès dépendent du succès de la Révolution mondiale. Nous avons pu nous convaincre aussi que la réaction mondiale limite l'envergure de la Révolution russe. *Ce n'est pas le Kremlin qui a trahi, c'est le prolétariat européen, dirigé par les Partis anti-communistes, qui demeure inactif.*

Quelles que soient ses nombreuses fautes et ses contradictions apparentes, malgré tout ce qu'il y a de vraiment inattendu dans les voies historiques de la Révolution russe, il est impossible de mettre en doute son importance pour l'émancipation du prolétariat mondial. Le prolétariat doit reconnaître que la Révolution russe représente une nouvelle force mondiale émancipatrice et un nouvel argument pour la réalisation de l'idéal socialiste.

Le Parti communiste russe a pris le pouvoir en raison du nouvel état de choses révolutionnaire. Une révolution sociale sans précédent lui a confié le rôle organisateur, rôle que les communistes, étant l'avant-garde de la classe ouvrière, ne pouvaient ni ne devaient repousser. Nous estimons que le total de leur expérience scientifique et l'ensemble de leur pratique représentent une étape organiquement nécessaire et une synthèse précieuse, dans l'histoire de la lutte prolétarienne.

Moscou, le 14 juin 1923.

I. M. Guetzman, D. Gopner, Jacques Azerkoviitch, M. M. Michailovskiy, A. Z. Vinogradova, A. L. Simonovitch, A. P. Lepiêche, I. I. Basiltchouk, E. E. Tinovitskaïa, N. Bekorskiy (Marouga), Rotenberg (Elich).



M. VANDERVELDE
est mécontent de la Pravda
(Dessin de Denis.)

VIENT DE PARAÎTRE

Georges PLEKHANOV

Anarchisme et Socialisme

Nouvelle édition
avec une préface d'Amédée Dunois

1 vol. de 104 pages : 2 fr. 50

En vente à "l'HUMANITÉ"

LE MOUVEMENT SYNDICAL

Toujours le Front Unique!

Les événements d'Allemagne viennent une fois de plus poser devant le prolétariat la question de l'unité d'action. Nous ne savons pas de quoi demain sera fait, mais nous savons bien que, s'il ne veut pas faillir à son devoir, le prolétariat organisé de tous les pays doit être unanime à soutenir le prolétariat allemand dans la lutte engagée à fond contre les bourgeoisies coalisées. C'est pourquoi nous avons accueilli avec joie l'appel lancé dimanche par la C. G. T. U. à toutes les organisations prolétariennes en vue de réaliser une action commune de soutien et de protection des travailleurs d'outre-Rhin.

Que répondront les social-démocrates et les syndicalistes réformistes français ? A l'heure où l'entrée d'Hilferding, de Breitscheid et de certains autres de leurs amis dans le cabinet du populiste Stresemann va fournir au capitalisme allemand une nouvelle bouée de sauvetage, on peut présumer que le Parti Socialiste et la C. G. T. Lafayette n'en se rendront pas à l'invitation si opportune de la C. G. T. U. Une fois de plus placés devant l'alternative : avec les ouvriers ou avec les bourgeois, il est probable qu'une fois de plus ils se diront avec les ouvriers sur le papier et dans les faits feront le jeu de la bourgeoisie.

Les efforts d'un Fimmen n'ont pas encore pu triompher de la coalition des grands chefs syndicaux de l'Internationale d'Amsterdam. A la remorque de l'Internationale politique de Hambourg, les Jouhaux, les Leipart, les Thomas, les Tayerlé, les Mertens se refusent obstinément à jeter les bases d'une action commune de la classe ouvrière internationale. La résolution du dernier conseil général de l'Internationale d'Amsterdam le prouve bien.

**

Elle est bien embrouillée cette résolution. Tout d'abord elle affirme la nécessité de l'unité syndicale mais elle ajoute : « Cette unité doit se réaliser dans le cadre de chaque Centrale Syndicale nationale et de la F. S. I. » : elle renouvelle le « désir sincère » de la F. S. I. de voir les syndicats russes se joindre à l'ensemble des travailleurs organisés, mais elle leur pose comme première condition de cesser leurs attaques contre la politique de la F. S. I. et de lutter, en Russie, contre la guerre et la réaction : elle ne prononce pas de condamnation contre des premières réalisations du front unique par certains secrétariats professionnels internationaux, mais elle les rappelle à l'ordre en leur demandant de n'entreprendre

aucune action pouvant mettre en jeu les décisions des Congrès internationaux sans en avoir au préalable discuté avec la direction de la F. S. I.

Ce qui est embrouillé, dans la résolution d'Amsterdam, c'est son texte, destiné, comme toujours, à sauver les apparences en satisfaisant par des paroles, les désirs unitaires qui montent de la masse organisée dans les syndicats réformistes. L'esprit, lui, est bien clair. La F. S. I. ne change rien à sa position sur la question du front unique et de l'unité. Elle repousse le front unique ; elle le sabote là où il est en voie de réalisation. Elle repousse l'unité, en posant des conditions inacceptables aux organisations syndicales révolutionnaires. Dire de l'unité qu'elle doit se réaliser dans le sein de chaque centrale syndicale et de la F. S. I. c'est vouloir ignorer les organisations parallèles — dont par sa politique scissionniste on a déterminé la création — et c'est par conséquent repousser une fraction importante du prolétariat, c'est perpétuer la scission. La scission du mouvement ouvrier international n'est pas quelque chose qui peut disparaître en un jour : elle a créé une situation telle qu'on ne peut espérer la reconstitution d'un organisme syndical unique que d'un effort long et patient. Alors que les événements se précipitent, et qu'il faudrait réunir de suite toutes les organisations ouvrières existantes, quelles que soient leurs tendances, dans un vaste comité international d'action en un mot alors qu'il faudrait faire le front unique, la F. S. I. estime qu'elle ne doit rien changer à sa tactique d'isolement et d'inaction.

Elle fait un pas en avant, affirme son « désir sincère » d'accepter les organisations russes — jusqu'ici bannies — mais elle revient aussitôt de deux pas en arrière et elle leur demande d'abdiquer leur pensée, de mettre leurs opinions révolutionnaires dans leur poche, condition inacceptable, obstacle formel à la réalisation de l'unité, où la plus grande liberté d'expression et de critique doit être accordée à tous. La F. S. I. demande en outre aux organisations russes de lutter en Russie contre la guerre et la réaction. Comment concilier cette galéjade ou cet outrage (au choix) avec la déclaration de Fimmen suivant que la Russie des Soviets constitue le dernier rempart contre la guerre et contre la réaction ? Ce n'est pas sérieux.

Les « raisons » de la F. S. I. ne sont que

des prétextes. La question se pose une fois de plus de savoir si les masses d'Amsterdam vont avaler ces prétextes comme du bon pain.

**

C'est dans le même esprit que la Fédération confédérée des Métaux vient de répondre à la demande d'action commune formulée par le récent Congrès de la Fédération Unitaire.

Les Lafayettistes des Métaux commencent par s'étonner que la Fédération Unitaire ait dit : « l'unité fédérale ne sera possible organiquement que lorsque l'unité confédérale le sera ». Ils pensent que l'unité doit se réaliser à la base, par la reconstitution d'un seul syndicat métallurgiste fédéré, ce qui revient à dire : « Rentrez chez nous. Quittez votre organisme national. Faites amende honorable. Venez redonner par notre intermédiaire à la C. G. T. Lafayette la force que sa politique d'exclusions lui a fait perdre, en un mot, abdi-quez ». Ça aussi, ce n'est pas sérieux.

Jugez de la conception unitaire de ces syndicalistes : « Quelle action commune serait possible, demandent-ils, entre les membres de deux groupements se recommandant de conceptions divergentes ? » Cette phrase à elle seule montre que les Labe, les Blanchard, les Chevalme ne comprennent pas plus qu'ils ne la veulent l'unité syndicale, cette unité qui, se basant sur le principe essentiel du syndicalisme, doit réunir tous les travailleurs quelle que soit la pensée de chacun d'eux.

Les Lafayettistes des Métaux repoussent la constitution d'un comité mixte d'action parce qu'ils estiment que le front unique est une « grave restriction » à la reconstitution de l'unité. Vieille fable ! Le front unique ouvre la route à l'unité : sa pratique rapproche un peu tous les jours des éléments entre lesquels de la haine s'est créée au cours des luttes de tendance, rapproche les chairs, hier encore saignantes, et qui seront bientôt prêtes à être recousues.

Quand on repousse le front unique c'est qu'on a peur de voir la reconstitution de l'unité surgir d'une collaboration sur un point déterminé des ouvriers divisés par les chefs.

**

Outre la mauvaise volonté criminelle des réformistes et des social-démocrates, le plus grand obstacle au front unique c'est que les événements n'ont pas encore ému les masses ouvrières, c'est que le besoin d'action n'est pas revenu chez ceux que la division syndicale et les échecs ont découragés, c'est qu'un nombre imposant de travailleurs ne s'est pas encore dressé pour crier aux chefs sa volonté d'une action commune des groupements antagonistes.

Le front unique du prolétariat international pour soutenir le prolétariat allemand ne se réa-

lisera que si nous savons, par une propagande intensive, assurer une profonde répercussion aux événements dont le Reich est actuellement le théâtre.

Maurice CHAMBELLAND.

LA SEMAINE

LUNDI 6 AOUT. — Congrès du Syndicat National des Instituteurs, à Paris.

Angleterre : Les dockers de Londres poursuivent la grève.

Italie : Le P. S. I. prononce l'exclusion de Serrati, Maflì, Riboldi, etc...

Allemagne : Conseil national du Parti Communiste.

MARDI 7 AOUT. — Le Congrès de la Fédération de l'Enseignement adopte la résolution Semard et ratifie l'adhésion à l'I. S. R.

Tchécoslovaquie : Menaces de grève générale chez les mineurs dressés contre une réduction des salaires de 30 %.

Allemagne : La situation économique s'aggrave de jour en jour : le kilo de pain coûte 90.000 marks.

MERCREDI 8 AOUT. — La nomination de Rakovsky, à Londres, n'est pas annulée.

Allemagne : Une délégation des ouvriers d'usines de Berlin demande au Reichstag la chute de Cuno et la formation d'un gouvernement ouvrier et paysan.

Irlande : Sous la pression des masses, le Congrès du Labour Party et des Trade-Unions adopte une résolution pour la libération des milliers d'Irlandais arbitrairement détenus.

JEUDI 9 AOUT. — Malvy rentre en France. La C. G. T. Jouhaux chante sa louange à tue-tête.

— La grève des plombiers-poseurs parisiens s'étend.
— Lock-out des dockers de Rouen. La grève des dockers d'Oran se poursuit.

Belgique : Le Sénat vote la levée de l'immunité parlementaire des socialistes Renier et Fraiture, secrétaires du Syndicat National des Cheminots.

VENDREDI 10 AOUT. — L'Humanité publie les résolutions contre le front unique du conseil fédéral de la F. S. I. d'Amsterdam (3 et 4 août).

— Congrès de la Fédération Unitaire du Spectacle.
— Fin de la grève des fondeurs et du lock-out des métallurgistes de Marseille.

Allemagne : Les conseils d'usines décident la grève générale. La situation s'aggrave de minute en minute. Les banques de Berlin ferment et l'émission de monnaie-papier est suspendue. Dans plusieurs villes, importantes démonstrations ouvrières. Emeutes en Haute-Silésie.

Norvège : Menaces de grève des mineurs et des ouvriers du papier.

SAMEDI 11 AOUT. — Allemagne : Grève générale. L'état de siège est proclamé à Berlin. Dans tout le Reich, la classe ouvrière allemande entre en lutte. On prévoit la chute de Cuno. Appels de la C. G. T. U., du P. C., du Syndicat Unique du Bâtiment de la Seine à la solidarité du prolétariat français.

Moselle : 25 mineurs seraient amnistiés.

DIMANCHE 12 AOUT. — Allemagne : Un ministère Stresemann-Hilferding remplace le gouvernement Cuno. La grève générale s'étend de ville en ville.

— Victoire des métallurgistes de Vivier-au-Court (Ardennes).

— Le Congrès de la céramique ratifie l'adhésion à l'I. S. R.

Angora : Ouverture de la nouvelle Assemblée nationale.

La Lutte contre le Syndicalisme fasciste

(Thèses présentées par le Camarade *Andrès Nin*, au dernier
Conseil central de l'I. S. R. (Moscou, Juin 1923))

A la session du Conseil central de l'I. S. R. qui s'est réuni à Moscou fin juin dernier, le camarade *Andrès Nin* a présenté un rapport sur le syndicalisme fasciste et déposé, en conclusion, les thèses suivantes :

Caractéristiques générales du fascisme

1. Le fascisme peut être défini comme l'action violente et illégale du capitalisme, s'appuyant sur la petite bourgeoisie industrielle et agrarienne et les éléments déclassés pour établir sa domination.
2. Le fascisme est essentiellement un phénomène d'après-guerre et constitue une des caractéristiques de la décomposition du régime capitaliste qui, dans sa lutte contre le prolétariat, fait table rase de ses traditions politiques et de ses propres institutions.
3. On confond souvent le fascisme avec les formes traditionnelles de la répression bourgeoise. Le fascisme, comme mouvement social, n'existe maintenant qu'en Italie ; mais, après son avènement au pouvoir dans ce dernier pays, il se répand rapidement et tend à prendre des formes pareilles dans d'autres pays. On peut déjà parler d'un fascisme international naissant.
4. Tout en envisageant le fascisme comme un phénomène international et mettant en garde les ouvriers de tous les pays contre les dangers qui les menacent, nous devons considérer comme la tâche la plus immédiate celle de l'écrasement du fascisme italien. Si le gouvernement de Mussolini tombait, le fascisme international perdrait tout espoir. Cet événement aurait pour la réaction mondiale la même signification que pour le mouvement révolutionnaire la chute de la République russe des Soviets.
5. Pour chercher à se créer une large base sociale, le fascisme réalise une propagande démagogique qui peut trouver un certain écho dans la petite bourgeoisie et les éléments hésitants du prolétariat. Tout en étant, en fait, au service du capital privé, le fascisme s'attaque aux agioteurs et spéculateurs, exploite à son profit le mouvement des sans-travail et met en avant certaines revendications comme celles de la participation des ouvriers aux bénéfices, l'égalité en droits de tous les ouvriers dans tous les domaines de la vie économique et politique, etc., etc.

Les Principes et la Tactique du Syndicalisme fasciste

6. Le fascisme ne se limite pas à réaliser une propagande démagogique dans la presse et les réu-

nions publiques. Il essaye de s'introduire dans tous les milieux prolétaires, envoyant des éléments à lui, camouflés en ouvriers, aux syndicats et aux usines. Quoique adversaires des comités d'usine, les fascistes n'hésitent pas à présenter leurs candidats à eux pour saboter ces organisations.

7. La méthode typique employée est celle de l'organisation de syndicats fascistes, dont la phase préliminaire est la destruction des organisations régulières de la classe ouvrière par des moyens de la violence la plus extrême (incendies des sièges des syndicats et des Bourses du Travail, destruction des imprimeries, assassinat des chefs révolutionnaires, etc.).

8. Les syndicats fascistes opposent au principe de la lutte de classe celui de la collaboration de classe. Dans quelques pays, comme ç'a été le cas pour l'Italie, les fascistes ont essayé d'englober dans les syndicats les ouvriers et les employeurs. Cette tentative a échoué parce que les bourgeois eux-mêmes n'ont pas voulu renoncer à l'autonomie de leurs organisations de classe.

9. Les dirigeants des syndicats fascistes, tout en réalisant une propagande démagogique contre la spéculation, se mettent inconditionnellement au service du capital privé par l'opposition à l'emploi des méthodes traditionnelles de l'action ouvrière (grèves, boycottage, etc.).

10. Ils essayent d'éviter tous les conflits par l'instauration d'une sorte d'arbitrage exercé par le Parti fasciste et obligatoire pour tout le monde.

11. Pour attirer les ouvriers, les chefs des syndicats fascistes établissent des cotisations plus réduites que celle des syndicats de classe, exploitant ainsi le mécontentement des masses vis-à-vis des dirigeants social-démocrates.

La Résistance Ouvrière

12. Jusqu'à maintenant, les syndicats fascistes, s'ils ont trouvé une base assez ferme chez les petits paysans, les employés et les éléments déclassés, n'ont pas pu s'attirer les ouvriers. Ils ont réussi seulement à en enrôler un certain nombre dans les endroits, comme par exemple la Haute-Silésie, où la propagande fasciste trouve, dans l'exacerbation du sentiment national, un terrain propice.

13. En Italie, malgré l'interdiction des dirigeants fascistes, des grèves nombreuses éclatent, déclarées spontanément par les ouvriers. Poussés par les événements, les fascistes se voient obligés de diriger eux-mêmes ces grèves, quoique, bien entendu, ils fassent toujours tout leur possible pour résoudre en faveur des patrons.

14. Les mêmes manifestations de la conscience de classe se produisent dans les élections aux Conseils d'usine. Malgré les menaces et les vio-

lences effectives, les candidatures présentées par les fascistes n'obtiennent jamais la victoire.

15. En Allemagne, les fascistes n'ont pas réussi à briser le mouvement syndical de classe. Les ouvriers réagissent rapidement, s'organisant pour la résistance armée. La forme prise par cette organisation de défense est la constitution de centurions ouvrières, qui jusqu'à présent tiennent en respect les fascistes.

Le devoir des syndicats révolutionnaires

16. Le devoir de tous les éléments révolutionnaires est de se dresser énergiquement contre les tentatives fascistes. L'action de la classe ouvrière doit être énergiquement organisée. Il n'y a pas de temps à perdre. Chaque minute perdue signale une avance du fascisme.

17. Le fascisme n'étant qu'une des manifestations de l'offensive du capital, le moyen le plus efficace pour le combattre est la constitution du front unique de la classe ouvrière. Par le front unique, nous réussirons à réveiller la confiance du prolétariat déçu dans ses espoirs par la politique des chefs réformistes. Cette tâche est d'autant plus importante que le fascisme peut trouver un des plus forts appuis dans l'existence d'une masse désorganisée et démoralisée. Le fascisme ne pourrait rien contre le bloc uni de la classe ouvrière.

18. Une des mesures les plus urgentes doit consister à empêcher par tous les moyens la constitution des syndicats fascistes. Par une propagande intense, on doit faire comprendre aux ouvriers que ces organisations ne se différencient en rien de celles des briseurs de grèves et qu'elles sont créées au profit exclusif de la bourgeoisie.

19. Là où les syndicats fascistes existent déjà, les éléments révolutionnaires doivent tâcher d'y pénétrer pour les démoraliser. Il est inutile de mettre en relief le rôle décisif qu'à l'intérieur des organisations syndicales fascistes peuvent jouer des éléments révolutionnaires conscients et décidés. Par leur action, il est possible de transformer ces organismes de collaboration de classe en organismes de lutte de classe.

20. Si la destruction des syndicats de classe est relativement facile, il est infiniment plus difficile de briser la cohésion des ouvriers au sein des entreprises elles-mêmes. C'est surtout dans les usines que les éléments révolutionnaires doivent concentrer leur activité. Là où des Conseils d'usine existent déjà, comme en Italie, en Allemagne, en Autriche, etc., ce mouvement doit être mis à profit en mettant en échec les tentatives fascistes pour s'en emparer et prenant les Conseils d'usine comme la base de toute l'action. Là où des organisations d'usine n'existent pas encore, on doit réaliser tous les efforts possibles pour les créer. L'usine offre un champ d'action beaucoup plus vaste que les syndicats, parce que le contact avec les masses y est beaucoup plus direct.

21. La création d'organisations d'auto-défense doit être incessamment entreprise pour protéger les édifices syndicaux, les typographies ouvrières et les militants. La forme d'organisation plus recommandable est celle des groupes d'ouvriers armés, comme les centurions ouvrières d'Allemagne, et l'Union de Défense Républicaine d'Autriche. Ces organisations doivent être composées d'ouvriers de toutes les tendances.

22. Dans chaque pays, un organisme central spécial doit être créé, chargé d'organiser la résis-

tance et de réaliser une large agitation contre le fascisme.

23. On doit prêter un appui efficace au Comité international pour la Lutte contre le Fascisme et la Guerre, créé par la Conférence de Francfort. Les organisations révolutionnaires doivent tâcher d'appliquer intégralement ses décisions.

24. Un travail de la plus grande intensité doit être réalisé au sein des Fédérations internationales de métier et d'industrie pour obtenir qu'elles adoptent la même ligne de conduite prise par la Conférence internationale des Transports de Berlin.

25. Finalement, tout en tenant compte du caractère international du fascisme, les organisations révolutionnaires concentreront le maximum de leur énergie dans la lutte contre le fascisme italien.

Andrés NEN.

Coups de Faucille

Ce qu'a dit Leclaire...

Nous calomnions la minorité en disant qu'elle n'a obtenu de la majorité du dernier C. C. N. la convocation du Congrès de Limoges qu'en menaçant de la scission. Jugez-en par la sténographie des paroles de Leclaire :

« Si nous sommes battus, nous aurons respecté les statuts et nous n'aurons plus qu'à sortir de cette salle et à laisser à la majorité la responsabilité de la violation des statuts. »

Ce qu'a dit Monier...

...et par la sténographie des paroles de Monier :

« ...Avec l'application de ce qu'a écrit Monmousseau que quand la constitution d'un organisme était violée, le devoir du peuple était de s'insurger. Liebrich nous en a donné un moyen en disant : « Tant que nous n'aurons pas la majorité, nous ne paierons pas de cotisations. » Eh bien, camarades, je crois que ce ne sera pas suffisant, le non-paiement des cotisations, et qu'il faudra que la minorité, qui compte un certain nombre de fédérations et d'unions, aille dans ce pays organiser le Congrès unitaire au-dessus de ceux qui violent la constitution de notre organisation. Prenez vos responsabilités. Vous n'avez pas voulu de la résolution d'apaisement ; vous menez à la scission les organisations syndicales. »

Activité extérieure

Le leader de l'opposition, Benoit Broutchoux, était au meeting organisé samedi à la *Bellevalloise* par la Fédération Sportive du Travail.

Le *Populaire* monte en épingle ce que, suivant son rédacteur, Benoit Broutchoux aurait déclaré :

« Depuis huit jours, vous annoncez pour ce soir un orateur de la C. G. T. U., la commission exécutive s'est réunie trois fois, j'ai assisté aux trois séances et jamais vous n'avez demandé de délégué. Nous vous aurions répondu : « La C. G. T. U. a assez à faire chez elle, elle ne s'occupera pas de vous. Vous avez fait à la F. S. T. ce que vous avez tenté chez nous sans succès. Vous rêvez l'hégémonie de votre secte et sa domination exclusive. Vous ne comprenez donc pas que, parmi la jeunesse, il y avait une tâche d'éducation à faire, sans rien brusquer. Le bluff, c'est tout votre travail ! »

Le travail de Benoit Broutchoux, c'est de combattre les communistes sur tous les terrains. On comprend que les réformistes l'applaudissent.

DOCUMENTS

La Résolution Semard

Voici le texte de la résolution présentée par le camarade Semard à la Commission Exécutive de la C. G. T. U., le 12 juillet et depuis adoptée par le C. C. N. et par les Fédérations des Métaux, des Cheminots, du Textile et de l'Enseignement :

La C. E., appelée à se prononcer sur la situation faite au syndicalisme par la création des commissions syndicales dans un parti politique, déclare qu'elle ne saurait *a priori* approuver ou condamner une forme d'organisation particulière à un parti.

Elle rappelle que, dans une de ses dernières résolutions, en même temps qu'elle affirmait s'élever contre l'intrusion des partis et des sectes dans ses affaires, elle indiquait nettement son intention formelle de ne s'immiscer en aucune façon dans la vie intérieure des partis.

Les statuts confédéraux et la charte d'Amiens, reprise par la résolution de Saint-Etienne, proclament que le syndicalisme groupe tous les travailleurs sans distinction de tendances et de doctrines et leur reconnaissent l'entière liberté de participer, en dehors des syndicats, à telle forme de groupement et de lutte correspondant à leur conception philosophique et politique.

Restant dans l'esprit de la Résolution de Saint-Etienne et de celle adoptée lors du 2^e Congrès de l'I. S. R. sur la question syndicale française, la C. E. déclare que si les statuts, les formes d'organisation, les mots d'ordre et les décisions de la C. G. T. U. ne peuvent être ni modifiées ni transgressées de l'extérieur, si nul militant, quelle que soit sa fonction, ne peut violer son mandat sans en être justiciable devant son organisation, là

s'arrêtent les droits de contrôle de l'organisation syndicale sur ses adhérents.

La C. G. T. U., autonome dans sa forme d'organisation, dans la détermination de ses moyens d'action, à moins d'être un groupement de sectes, ne sera jamais à l'abri d'une pénétration des idées politiques ou philosophiques.

La C. E. de la C. G. T. U., qui n'a jamais cessé de défendre l'autonomie du syndicalisme vis-à-vis de tous les partis, groupements et sectes, estime qu'il n'appartient pas aux organismes syndicaux de juger le moyen par lequel un groupement politique ou syndicaliste fait pénétrer ou veut faire pénétrer ses idées dans le mouvement syndical.

Sans vouloir juger de la tactique adoptée par tel ou tel groupement extérieur à la C. G. T. U., la C. E. déclare que, seule, en cette question l'autonomie de la C. G. T. U. l'intéresse et que les comités créés par les sectes, partis, groupements, fonctionnant officiellement ou officieusement, ne sauraient constituer un danger de subordination, parce qu'ils ne peuvent normalement se substituer aux organisations syndicales dans la tâche qu'elles ont mission de poursuivre sans mettre les délégués ou fonctionnaires syndicaux en état de violer leur mandat.

Dans ce cas, les fonctionnaires ou délégués auraient à réprendre de cette violation devant les organismes qui leur ont confié leur mandat.

Ayant ainsi déterminé son attitude, la C. E. estime qu'il n'est pas dans son rôle d'exercer un contrôle sur la liberté individuelle des syndiqués, mais elle les invite à ne pas introduire les querelles de parti au sein des organisations syndicales et de ne se revendiquer en aucune circonstance de leur parti, dans les assemblées délibérantes des organisations syndicales.

Le « Pacte »

Au moment où le Comité dit de « Défense Syndicaliste » et ses amis mènent violemment campagne contre le Parti communiste et ses Commissions Syndicales, et à la veille du Congrès de Limoges, nous croyons utile de remettre sous les yeux de nos lecteurs le fameux « pacte » par lequel les fédéralistes « intégraux », aujourd'hui nos plus acharnés adversaires, « centralisaient » entre les mains de quelques individualités tout le mouvement ouvrier français dont, préalablement, ils pensaient s'assurer tous les postes dirigeants.

Cela n'était, paraît-il, pas de la subordination, et l'autonomie syndicale, dont ces extra-purs parlent à tout instant, était respectée.

En acceptant ce pacte, les membres du C. S. R. soussignés, prenons l'engagement d'observer à la lettre l'esprit de ce qui suit :

1^o Ne révéler à personne l'existence de notre Comité ;

2^o Être présents à toutes les réunions du Comité, à moins de cas imprévus et sérieux. Fournir des explications justifiées aux camarades ;

3^o Pratiquer entre nous une solidarité effective, matérielle et morale sans limite. Se défendre mutuellement contre toute attaque et répondre l'un de l'autre comme de soi-même. Se prêter aide et protection réciproques en se déclarant solidaires les uns des autres ;

4^o S'astreindre à une discipline très sévère en vue de coordonner tous nos efforts dans la même direction ;

5^o Notre seule direction et notre constante préoccupation doit être de faire éclore la Révolution ; pour cette cause, nous nous engageons à donner nos biens et notre vie ;

6° Représentant individuellement et collectivement le syndicalisme révolutionnaire, nous nous engageons, en notre âme et conscience, à défendre le fédéralisme et l'autonomie du mouvement syndicaliste ;

7° Nous nous engageons à œuvrer par tous les moyens en notre pouvoir pour qu'à la tête et dans tous les rouages essentiels du C. S. R., principalement à la tête de la C. G. T., quand elle sera en notre pouvoir ou sous notre contrôle, nous assurions l'élection, aux postes les plus en vue et responsables, tant au point de vue des conceptions théoriques qu'à celui de l'action pratique, des camarades purement syndicalistes révolutionnaires, autonomistes et fédéralistes ;

8° Nous nous engageons à ne poursuivre la lutte quotidienne générale que sur le terrain du syndicalisme révolutionnaire, à ne nous inspirer que de ses conceptions propres et à ne subir aucune influence extérieure ;

9° Producteurs, notre action et notre espoir se placent dans la vie économique et dans un chan-

gement économique de la société. Le syndicat étant la base de la société future, le syndicalisme doit être son couronnement ;

10° Toute critique qui pourrait surgir des personnes ou des idées du Comité doit être formulée au sein du Comité et rien n'en doit transpirer ;

11° Pour l'admission des nouveaux membres, les candidats doivent être présentés par un de nous, sans qu'ils s'en doutent, et, en cas d'admission, en principe, les candidats doivent être préparés et travaillés d'avance avant la rentrée, afin d'obtenir leur consentement pour le pacte et pour toutes ses conséquences, et ensuite être amenés au Comité.

VERDIER, BESNARD, MARIE, BISCH, M. RELENQUE, CHURIN, MACHEBŒUF, SCHEIBER, POTHION, JOUVE, FERRAND, DAGUERRE, MAISON, GAUDEAUX, SIROLLE, VARLOT, TOTTI, FOURCADE.

N.D.L.R. — Le camarade Bisch démissionna et combat depuis dans les rangs de la majorité de Saint-Étienne.

L'I. S. R. et les Comités d'Usines

La création des Comités de fabrique et d'usine constitue la condition la plus importante et l'instrument essentiel de la lutte révolutionnaire de classe. Les réformistes ont parfaitement apprécié l'importance des comités de fabrique et d'usine. Partout où la domination bourgeoise était menacée (Allemagne, Autriche, Tchéco-Slovaquie), des comités de fabrique et d'usine furent créés et placés dans le cadre de la légalité, et c'est ce qui a permis de saboter la première étape de la lutte pour la création des comités de fabrique et d'usine révolutionnaires. La tâche la plus importante des partisans de l'I. S. R. consiste à utiliser et à révolutionnariser les comités de fabrique et d'usine existants et à en créer de nouveaux.

Les comités de fabrique et d'usine sont les organisations primaires de l'unité de la classe ouvrière. Ils constituent la représentation toute naturelle de tous les ouvriers de chaque usine et entreprise, et l'activité de la classe ouvrière ne peut se manifester que si elle dispose de cette cellule organique primaire. Le comité de fabrique et d'usine doit englober tous les ouvriers de chaque entreprise donnée. Un grand danger réside pour le mouvement syndical révolutionnaire dans le fait de parler des comités de fabrique et d'usine sans réaliser une lutte sérieuse et conséquente pour la mise en pratique de ce mot d'ordre. Les partisans de l'I. S. R. doivent faire une propagande et une agitation incessantes en faveur des comités de fabrique et d'usine, en créant ces organismes toutes les fois que la moindre possibilité s'en présente.

Les périodes de conflit et de fermentation des masses sont particulièrement favorables à la création des comités de fabrique et d'usine. Aussitôt qu'une grève éclate, outre la création d'un comité de grève, un comité de fabrique et d'usine doit être élu par tous les ouvriers dans un but de liaison avec le comité de grève et avec le syndi-

cat. Ce comité de fabrique et d'usine doit servir d'intermédiaire entre la masse, le syndicat et le comité de grève. Cette représentation ouvrière, créée dans le processus de la lutte, s'assurera une place dans le mouvement ouvrier, alors même que la grève aura été finie. Les ouvriers auront toujours recours au comité de fabrique et d'usine dans tous les moments sérieux de la lutte.

La lutte même pour les comités de fabrique et d'usine ne doit pas avoir un caractère de propagande abstraite, elle doit être liée à la situation concrète de la classe ouvrière et de l'industrie en cause, les comités de fabrique et d'usine devant avoir des tâches bien concrètes et bien définies. Dans ce but, il faut que le programme d'action élaboré par la Centrale Syndicale et les syndicats séparés solutionne certains points et certaines tâches pratiques propres au comité de fabrique et d'usine de l'industrie en cause. La lutte pour la création des comités de fabrique et d'usine entraînera également les ouvriers non syndiqués et les obligera à réagir contre les persécutions encourues par leurs représentants. Elle soudera l'avant-garde de la classe ouvrière avec toute la masse. La lutte pour la création des comités de fabrique et d'usine et l'action révolutionnaire au sein de ceux-ci sera la meilleure garantie contre le bureaucratisme qui ronge les organisations ouvrières.

(Thèses et résolutions du 2^e Congrès de l'I. S. R.)

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.